

SOCIETE : REDAL S.A.

PIECE N°2
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
ET FINANCIERES
(C.C.A.F)

(FOURNITURE)

SOMMAIRE

A. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS	5
ARTICLE 1- DEFINITIONS	5
ARTICLE 2 - INTERPRETATION	7
ARTICLE 3 - SINGULIER ET PLURIEL	7
ARTICLE 4 - NOTIFICATION, ACCORDS, APPROBATIONS, CERTIFICATS ET DECISIONS	7
ARTICLE 5 - INSTRUCTIONS A DONNER PAR ECRIT	7
ARTICLE 6 - TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES	7
ARTICLE 7- DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	9
ARTICLE 8 - CESSION DU MARCHE EN MARCHE OU ASSOCIATION SOUS- TRAITANTES ET SOUS -COMMANDES.....	11
C. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	12
ARTICLE 9 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE	12
ARTICLE 10 - ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	12
ARTICLE 11 - NANTISSEMENT	12
ARTICLE 12 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.....	13
ARTICLE 13 - ELECTION DE DOMICILE	13
ARTICLE 14 - GARDE ET FOURNITURE DES PLANS ET DOCUMENTS.....	13
ARTICLE 15 - INTERRUPTION DES FOURNITURES.....	13
D. OBLIGATIONS GENERALES	14
ARTICLE 16 - OBLIGATIONS GENERALES DU FOURNISSEUR	14
ARTICLE 17 – GARANTIE D'EXECUTION	14
ARTICLE 18 - COUTS DES CAUTIONS.....	14
ARTICLE 19 - INSPECTION DES LIEUX.....	14
ARTICLE 20 - ACCES AUX DONNEES.....	15
ARTICLE 21 - ADEQUATION DE LA SOUMISSION	15
ARTICLE 22 - OBSTACLES OU CONDITIONS PHYSIQUES ADVERSES	15
ARTICLE 23 - EXECUTION CONFORME AU MARCHE.....	15
ARTICLE 24- LIAISON ENTRE LA SOCIETE REDAL ET LE FOURNISSEUR	15
ARTICLE 25 - PROGRAMME D'EXECUTION	15
ARTICLE 26 - OBLIGATIONS DU FOURNISSEUR	15
ARTICLE 27 - RENONCIATION DU PRESTATAIRE.....	15
ARTICLE 28- DIRECTION DES FOURNITURES	16
ARTICLE 29 - PERSONNEL DU FOURNISSEUR	16
ARTICLE 30 - DROIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE DE PRESENTER DES OBJECTIONS.....	16
ARTICLE 31- EMPLOI DE PERSONNEL D'ORIGINE LOCALE	17
ARTICLE 32 - SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	17
ARTICLE 33 - CANTONNEMENTS.....	17
ARTICLE 34 - OBLIGATIONS DU MAITRE DE L'OUVRAGE	17
ARTICLE 35- ASSURANCES DE VEHICULES AUTOMOBILES ET ENGINS	17
ARTICLE 36 – ASSURANCES ACCIDENTS DU TRAVAIL.....	17
ARTICLE 37 – ASSURANCES RESPONSABILITES CIVILES	18
ARTICLE 38- ASSURANCES. SOUS TRAITANTS	18
ARTICLE 39- PRESENTATION DES POLICES	18
ARTICLE 40- RECOURS EN CAS DE CARENCE	18
ARTICLE 41- ADEQUATION DES ASSURANCES	19
ARTICLE 42 - BREVETS.....	19
ARTICLE 43 - REDEVANCES.....	19
ARTICLE 44 - ENTRAVES A LA CIRCULATION ET GENE AUX PROPRIETES RIVERAINES	19
ARTICLE 45 - EVITER D'ENDOMMAGER LES ROUTES.....	19
ARTICLE 46 - FACILITES ACCORDEES AUX AUTRES FOURNISSEURS.....	20
ARTICLE 47 - OBLIGATION POUR LE FOURNISSEUR DE NE PAS ENCOMBRER LE SITE	20
E. MAIN-D'OEUVRE.....	21

ARTICLE 48 - EMBAUCHE DE LA MAIN D'OEUVRE	21
ARTICLE 49 - ETATS RELATIFS A LA MAIN-D'OEUVRE ET A L'EQUIPEMENT DU FOURNISSEUR	21
F. MATERIEL ET EXECUTION DU TRAVAIL	22
ARTICLE 50 - QUALITE DU MATERIEL ET EXECUTION DU TRAVAIL	22
ARTICLE 51 - STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES DANGEREUSES	22
ARTICLE 52 - ALIMENTATION EN ELECTRICITE ET EN EAU	22
ARTICLE 53 - ENLEVEMENTS DU MATERIEL DEFECTUEUX	22
ARTICLE 54 - INOBSERVATION D'UNE INSTRUCTION PAR LE FOURNISSEUR	22
G. DEMARRAGE DES FOURNITURES ET RETARDS	23
ARTICLE 55 - DEMARRAGE DES FOURNITURES	23
ARTICLE 56 - LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL	23
ARTICLE 57 - DELAI D'EXECUTION	23
ARTICLE 58 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	24
ARTICLE 59 - OBLIGATION DU FOURNISSEUR DE FOURNIR UNE NOTIFICATION ET DES PRECISIONS DETAILLEES	24
ARTICLE 60 - DETERMINATION PROVISoire DE LA PROLONGATION	24
ARTICLE 61 - PENALITE DE RETARD	24
ARTICLE 62- CAS DE FORCE MAJEURE	25
H. MODIFICATIONS, ADDITIONS ET SUPPRESSIONS	26
ARTICLE 63 - MODIFICATIONS DANS LA FOURNITURE	26
I. PROCEDURE RELATIVE AUX RECLAMATIONS	27
ARTICLE 64 - NOTIFICATION DES RECLAMATIONS	27
ARTICLE 65 - DOCUMENTS CONTEMPORAINS	27
ARTICLE 66 - JUSTIFICATIONS DES RECLAMATIONS	27
ARTICLE 67 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS	27
ARTICLE 68 - PAIEMENT DES RECLAMATIONS	27
J. ARRETE DES FOURNITURES	29
ARTICLE 69 - QUANTITES	29
ARTICLE 70 - ATTACHEMENTS	29
K. PAIEMENTS	30
ARTICLE 71 - DECOMPTES MENSUELS	30
ARTICLE 72 - ACOMPTES MENSUELS	30
ARTICLE 73 - LIEU DE PAIEMENT	30
ARTICLE 74 - DELAI DE REGLEMENT	30
ARTICLE 75 : INTERETS MORATOIRES	30
L. RECOURS	31
ARTICLE 76 - REFUS DU MATERIEL OU DE LA QUALITE DE LA PRESTATION - MESURES COERCITIVES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	31
ARTICLE 77 - DECES, FAILLITE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	31
ARTICLE 78 - DEFAILLANCE DU FOURNISSEUR	32
ARTICLE 79 - EVALUATION A LA DATE DE LA RESILIATION	32
ARTICLE 80 - TRANSFERT DES AVANTAGES DE TOUT ACCORD	32
ARTICLE 81 - REPARATIONS URGENTES	32
M. RISQUES SPECIAUX	34
ARTICLE 82 - ENLEVEMENT DE L'EQUIPEMENT DU FOURNISSEUR A LA FIN DU MARCHE	34
ARTICLE 83- PAIEMENT EN CAS DE RESILIATION DU MARCHE	34
N. REGLEMENT DES DIFFERENDS	35
ARTICLE 84 - REGLEMENT A L'AMIABLE	35
ARTICLE 85 - ARBITRAGE	35

ARTICLE 86 – REGLÈMENT DES CONTESTATIONS	35
O. NOTIFICATIONS	36
ARTICLE 87 - NOTIFICATION AU FOURNISSEUR	36
ARTICLE 88 - NOTIFICATION AU MAITRE DE L'OUVRAGE	36
ARTICLE 89 - CHANGEMENT D'ADRESSE	36
P. VARIATION DES COUTS	37
ARTICLE 90 – REVISION DES PRIX.....	37
ARTICLE 91 - AUTRES VARIATIONS DES COUTS	37
ARTICLE 92 - FORMULES DE REVISION DES PRIX	37
ARTICLE 93 - ORIGINE DES INDICES.....	38
ARTICLE 94 - INDICES DE BASE, COURANTS ET PROVISOIRES.....	38
ARTICLE 95 - REVISION APRES ACHEVEMENT DES BUREAU D'ETUDES	38
ARTICLE 96 - LEGISLATION ULTERIEURE.....	38
Q. DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES.....	39
ARTICLE 97 - IMPOSITION LOCALE	39
ARTICLE 98 - IMPOTS SUR LES REVENUS DU PERSONNEL	39
ARTICLE 99 - RESILIATION DU MARCHE AU GRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE.....	39
ARTICLE 100 - RESPONSABILITE SOLIDAIRE	39
ARTICLE 101 - ELEMENTS CONFIDENTIELS.....	39
ARTICLE 102 - VALIDITE DU MARCHE.....	40

A. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS

ARTICLE 1- DEFINITIONS

Dans le Marché (tel qu'il est défini ci-après), et sous réserve des exigences du contexte, les termes et expressions suivants doivent être entendus comme suit :

- 1) "Le Maître de l'Ouvrage " est la Société REDAL S.A. qui peut désigner éventuellement un représentant dûment accrédité et qui sera chargé de :
 - Le contrôle permanent de l'exécution des études proprement dites, en conformité avec les plans visés comportant, si nécessaire, des modifications éventuelles apportées par le Maître de l'Ouvrage au projet de base.
 - La préparation des métrés contradictoires, de l'établissement des attachements, des décomptes mensuels provisoires et du décompte définitif.
 - La rédaction et la notification des ordres de service et de toutes décisions écrites au fournisseur, nécessaires à la bonne exécution des études et à leur contrôle.
 - Les réceptions provisoires et définitives des études et du suivi et du contrôle des programmes d'essais entrant dans le cadre des procédures de réception.
- 2) "Le fournisseur" ou également l'entreprise est la société ou le groupement de sociétés titulaire du marché.
- 3) "sous-traitant" signifie toute personne désignée dans le Marché en qualité de sous-traitant pour une partie des études ou toute personne à qui une partie des études a été confiée en sous-traitance avec l'accord de la SOCIÉTÉ REDAL et ses ayant droits, exception faite de tout cessionnaire de ladite personne.
- 4) "Marché" signifie les présentes clauses, les Spécifications, les Plans, le Devis Estimatif, la Soumission, la Lettre d'Acceptation, et tous les autres documents qui peuvent être expressément inclus ou joints à la Lettre d'Acceptation.
- 5) "Avenant" signifie le contrat additif à un marché constatant un accord de volonté des parties et ayant pour objet de modifier ou de compléter une ou plusieurs dispositions de l'accord antérieur.
- 6) "Spécifications" signifie les spécifications de la fourniture comprises dans le Marché et toutes modifications ou additions qui y seront apportées au titre de l'Article 63 ou qui seront soumises par le fournisseur et approuvées par la SOCIÉTÉ REDAL.
- 7) "Plans" signifie tous les plans, calculs et informations techniques de nature similaire fournis par la SOCIÉTÉ REDAL au fournisseur dans le cadre du Marché et tous les plans, calculs, échantillons, maquettes, modèles, manuels de fonctionnement et d'entretien et toutes autres informations techniques de nature similaire soumises par le fournisseur et approuvées par la SOCIÉTÉ REDAL.

- 8) "Détail Estimatif" signifie le document qui contient une décomposition par poste des prestations à exécuter et indique, pour chaque poste, la quantité présumée et le prix unitaire correspondant du bordereau des prix ; le détail estimatif et le bordereau des prix peuvent constituer un document unique.
- 9) "Soumission" signifie l'offre chiffrée soumise par le fournisseur au Maître de l'Ouvrage en vue de l'exécution complète des études et de la réparation de tous vices y afférents, conformément aux dispositions du Marché, telles qu'acceptées par la Lettre d'Acceptation. Le terme "soumission" est synonyme de "offre".
- 10) "Lettre d'Acceptation" signifie l'acceptation formelle de la soumission par le Maître de l'Ouvrage.
- 11) "Date de Démarrage" signifie la date à laquelle le fournisseur reçoit notification de la SOCIÉTÉ REDAL de commencer la fourniture.
- 12) "Délai de livraison" signifie la période livraison complète fixée par le Marché (ou telle que prolongée au titre de l'Article 58) calculée à partir de la date de démarrage.
- 13) "Vérifications Préalables à la Réception" signifie les vérifications spécifiées dans le Marché ou agréés par la SOCIÉTÉ REDAL et le fournisseur devant être réalisés par ce dernier, avant la réception par le Maître de l'Ouvrage des études ou de toute section ou partie de ceux-ci.
- 14) "Montant du Marché" signifie la somme indiquée dans le Marché comme devant être payée au fournisseur pour l'exécution complète des prestations et la réparation de tous les vices y afférents, conformément aux dispositions du Marché.
- 15) "Retenue" signifie la totalité des sommes retenues par le Maître de l'Ouvrage conformément à l'Article 17-2.
- 16) "Jour" signifie jour du calendrier.
- 17) "Par Ecrit" signifie toute communication manuscrite, dactylographiée ou imprimée, y compris les fax, télex, télégrammes et télécopies.

ARTICLE 2 - INTERPRETATION

Les mots désignant des personnes ou des parties incluront les sociétés, fournisseur et toute organisation possédant un statut légal.

ARTICLE 3 - SINGULIER ET PLURIEL

Les mots comportant le singulier seulement doivent également s'entendre au pluriel et réciproquement lorsque le contexte l'exige.

ARTICLE 4 - NOTIFICATION, ACCORDS, APPROBATIONS, CERTIFICATS ET DECISIONS.

Chaque fois que le Marché fait référence à l'émission de toutes notifications, tous accords, approbations, certificats ou décisions, par une personne quelconque, sauf prescription contraire, lesdits accords, notifications, approbations, certificats ou décisions seront établis par écrit et les mots "notifier", "certifier" ou "décider" seront interprétés en conséquence. Ces accords, approbations, certificats ou décisions ne devront pas être refusés ou retardés sans raison valable.

ARTICLE 5 - INSTRUCTIONS A DONNER PAR ECRIT

Les instructions émanant de la SOCIÉTÉ REDAL seront données par écrit, étant entendu que si, pour une raison quelconque, la SOCIÉTÉ REDAL juge nécessaire de donner une telle instruction verbalement, le fournisseur devra se conformer à cette instruction. Dans un délai de sept jours, la SOCIÉTÉ REDAL ou le fournisseur doit confirmer par écrit cette instruction.

Il est entendu en outre que, si le fournisseur, dans un délai de 7 jours, confirme par écrit à la REDAL toute instruction verbale de ce denier et que cette confirmation n'est pas contredite par écrit dans un délai de 7 jours par la REDAL, elle sera considérée comme une instruction émanant de la REDAL.

Article 6 - TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES

Le fournisseur est soumis aux lois et règlements en vigueur au Maroc, notamment en ce qui concerne l'emploi de la main d'œuvre, les transports, la fiscalité, etc.

6.1. Le fournisseur est soumis en particulier aux obligations découlant des textes ci-après :

- Annexe 13 « Règlement des marchés » du Contrat de Gestion Délégée des Services d'Assainissement Liquide et de Distribution d'Eau Potable et d'Electricité de Rabat-Salé ;
- Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Décret n° 2-14-394 du 13 mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux CCAG-T ;
- Décret n° 2-01-2332 du 4 juin 2002 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'État CCAG-EMO ;
- Loi n°112-13 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Décret n°2-14-272 du 14 regeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics ;

- Décret n°2-16-344 du 17 chaoual 1437 (13 mai 2016) fixant les délais et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques applicables le 1/1/2017;
- Arrêté n°1874-13 du 09 moharram 1435 (13 novembre 2013) pris en application de l'article 160 du décret du 20 mars 2013 (modèle des pièces);
- Arrêté du Chef du gouvernement 3-205-14 du 11 chaabane 1435 (9 juin 2014) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
- Dahir n°1-56-211 du 8 joumada 1376 (11 décembre 1956) relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Dahir n° 1-02-25 du 3 avril 2002 portant promulgation de la loi n° 61-99 relative à la responsabilité des ordonnateurs, des contrôleurs et des comptables publics ;
- Loi n° 62-99 formant code des juridictions financières promulguée par le dahir n° 1-02-124 du 1er rabii II 1423 (13 juin 2002).
- Dahir n° 1-03-195 du 11 novembre 2003 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'État sur les BUREAU D'ETUDESS publiques et autres organismes ;
- Dahir n° 1-07-129 du 19 kaada 1428 portant promulgation de la loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques.
- Décret n° 2-07-1235 du 5 kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat.
- Arrêté du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique n° 447-15 du 20 rabii II 1436 (10 février 2015) complétant et modifiant la liste des index simples et celle des index globaux annexée à l'arrêté du Chef du gouvernement n° 3-205-14 du 11 chaabane 1435 (9 juin 2014) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
- Le circulaire n° 6007 du 23 janvier 1961 sur la participation des BUREAU D'ETUDESS étrangères aux Appels d' Offres de l'Etat et des services publics ;
- La circulaire du Premier Ministre n° 367 CAB du 17 moharrem 1401(5 décembre 1980) relative aux assurances des risques situés au Maroc ;
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et la sécurité du personnel ;
- Le Code du travail institué par la Loi n°65-99 ;
- Le Devis Général des Travaux d'Assainissement (DGTA), Edition 1961 ;
- Le devis général d'architecture, Edition 1956.
- L'article 23, alinéa 2 de la Convention réservant à l'Autorité Délégante la faculté de se substituer au délégataire en cas de rachat, de déchéance, de résiliation ou à l'expiration de la durée de la gestion déléguée

6.2. Dans la mesure où les pièces du marché n'y dérogent pas, l'BUREAU D'ETUDES est également soumis :

- Au Cahier des prescriptions Communes (C.P.C) du Ministère des BUREAU D'ETUDES publics approuvé par Arrêté n°451-83 du 20 Safar 1403 (2 décembre 1982) et notamment le fascicule n° 4 relatif aux ouvrages d'assainissement et de soutènement.
- Aux règlements techniques de la Société REDAL.
- Aux règles et normes techniques marocaines (NM) Internationales et françaises (DTU, AFNOR, UTE, Règles BAEL 91, etc. dernières éditions) ou à toutes normes au moins équivalentes ;

6.3. Le fournisseur doit respecter également les textes techniques généraux figurant aux "Cahier des Clauses Techniques Particulières" (C.C.T.P).

6.4 Le fournisseur doit, y compris en donnant toutes les notifications et en payant tous les droits, respecter en tous points les dispositions suivantes :

- a) Toutes Lois Nationales ou Etatiques, Ordonnances ou autres Dispositions Légales, ou de toutes réglementations ou tous arrêtés émanant d'une autorité locale ou de toute autre autorité dûment constituée ayant trait à l'exécution des études et à la réparation des vices y afférents
- b) Les règlements de tous organismes publics et toutes sociétés dont les biens ou les droits sont ou peuvent être affectés d'une manière quelconque par les études,

Et le fournisseur doit indemniser le Maître de l'Ouvrage de toutes pénalités et responsabilités de nature quelconque découlant de la violation de ces dispositions. Il est toutefois entendu que le Maître de l'Ouvrage essayera d'obtenir tous les documents relatifs à la planification, au zonage ou autres permis de nature similaire nécessaires à l'exécution des ETUDES.

Article 7- DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

1). Du seul fait de la signature du Marché, le fournisseur reconnaît avoir reçu de la Société REDAL toutes les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du marché. Il ne peut en aucun cas se prévaloir d'un manque d'informations relatives à celles de ces indications générales sur lesquelles il aurait pu obtenir, sur sa demande à la signature du Marché, les précisions qui lui sont nécessaires.

2). Documentation sur les conditions de réalisations des fournitures

a) Le fournisseur ne peut élever aucune réclamation ni demande aucune indemnité au cas où il estimerait que du fait des renseignements donnés dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévues par suite de mésestimations des risques ou de toutes sujétions.

b) Le fournisseur est réputé avoir étudié toutes les conditions du Marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les fournitures peuvent être exécutés conformément à ces conditions.

Il est aussi réputé avoir une connaissance détaillée des lots pour lesquels il va soumissionner, et de tous les moyens ou possibilités dont il pourra disposer pour exécuter les fournitures conformément aux règles de l'Art.

Enfin, le fournisseur doit prendre ses dispositions pour se documenter de manière complète sur les ressources exactes en main d'œuvre, matériel et matériaux, les conditions climatiques, les règles de sécurité sur les chantiers et les stocks de matières dangereuses et, d'une façon générale, toutes les sujétions qui sont susceptibles d'influencer les conditions d'exécution et les prix de revient des ouvrages.

Le fournisseur doit effectuer sa propre enquête sous son entière responsabilité et ne peut donc élever aucune réclamation pour manque d'informations ou mésestimation de certains facteurs.

3). Les pièces contractuelles et documents remis par la Société REDAL au fournisseur au cours de l'exécution du Marché doivent être vérifiés par le fournisseur. Celui-ci est tenu de signaler à la Société REDAL toutes les erreurs ou omissions qui ne sauraient échapper à un fournisseur qualifié ou qui lui apparaîtraient en raison de sa propre expérience et de proposer en conséquence les modifications qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la bonne exécution du Marché.

4). Le fournisseur assume, dans tous les cas, l'entière responsabilité de l'exécution du Marché, nonobstant l'examen par la Société REDAL des documents techniques qui lui sont soumis, le transfert à des tiers de l'exécution de certaines prestations, la surveillance et les contrôles exercés par la Société REDAL.

B. CESSION ET SOUS-TRAITANCE

Article 8 - CESSION DU MARCHÉ EN MARCHÉ OU ASSOCIATION SOUS- TRAITANTES ET SOUS - COMMANDES

a. Le fournisseur ne peut céder la totalité, ni même une fraction du marché fût-ce, sous forme d'apport en société, ni contracter une association pour son exécution, sans l'autorisation écrite et préalable de la Société REDAL.

b. Le fournisseur ne peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants pour l'exécution d'une partie quelconque du marché sans l'autorisation écrite préalable de la Société REDAL.

c. Le fournisseur a la faculté de se procurer à sa convenance les éléments (matériels et pièces) nécessaires à l'exécution des fournitures par des sous-commandes passées par lui-même aux tiers ou par ces tiers eux - mêmes à d'autres tiers.

d. Dans tous les cas, le fournisseur est tenu d'imposer aux sous-traitants éventuels des obligations telles que l'application des Clauses du Marché reste assurée. Le fournisseur demeure d'ailleurs personnellement et exclusivement responsable tant envers la Société REDAL, qu'envers des tiers de la qualité de ses fournitures

C. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Article 9 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE

Dans les présentes conditions,

- a) La langue dans laquelle les documents contractuels doivent être rédigés, est la langue française ;
- b) Le droit applicable est celui en vigueur au Maroc.

Si ces documents sont rédigés en plusieurs langues, la langue selon laquelle le Marché doit être interprété, est également la langue française "langue faisant foi".

Article 10 - ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les obligations du fournisseur pour l'exécution des travaux, objet d'un marché conclu avec la Société REDAL après Appel d'Offre, résulteraient de l'ensemble des documents figurant dans la liste ci-dessous et suivant l'ordre fixé par cette liste :

- 1) **L'acte d'engagement et ses annexes ;**
- 2) **Le Cahier des Prescriptions Administratives et Financières (CCAF) ;**
- 3) **Le cahier des clauses techniques particulières prescriptions spéciales Techniques (CCTP) et ses annexes ;**
- 4) **Le bordereau des prix unitaires – détail estimatif.**
- 5) **L'offre technique s'il y a lieu, les plans de l'appel d'offres ;**
- 6) **Les textes réglementaires et les normes visés l'article 6-2 du présent CCAF ;**
- 7) **Les ordres de service ;**
- 8) **Les pièces n°5, 6, 7, 8, 9 et 10 de l'appel d'offres ;**
- 9) **L'offre technique du fournisseur dans l'ordre de priorité suivant :**
 - **L'ensemble de la correspondance entre Redal et le Fournisseur depuis la mise à disposition du Dossier de Consultation des études jusqu'au terme de l'analyse des offres.**
 - **L'offre technique remise à l'appel d'offres.**

Article 11 - NANTISSEMENT

En application des dispositions de l'article 11-5 du CCAG-T le Fournisseur ne peut, sans l'assentiment de REDAL, donner son marché en nantissement ou l'utiliser d'une façon ou d'une autre comme instrument de crédit.

Dans l'éventualité d'une mise en nantissement du marché, REDAL délivrera au Fournisseur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « Exemplaire Unique » et destiné à former titre conformément aux dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015).

Les paiements prévus au Marché seront effectués par le Directeur Général de REDAL, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du Marché.

Article 12 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le fournisseur acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur. Les frais de timbres et d'enregistrement du marché seront supportés par le Fournisseur.

Article 13 - ELECTION DE DOMICILE

Le fournisseur est tenu d'avoir un domicile doté de moyens de communication (téléphone, télex, fax). Les coordonnées devront être indiquées dans son acte d'engagement ou communiquées à la REDAL, au plus tard dans un délai de 15 jours à partir de la notification du marché.

Article 14 - GARDE ET FOURNITURE DES PLANS ET DOCUMENTS

Sauf dans le cas où cela s'avérerait strictement nécessaire pour l'exécution du Marché, les plans, les spécifications et tous autres documents fournis par le Maître de l'Ouvrage ne devront pas, sans l'accord de la REDAL, être utilisés ou communiqués à des tiers par le fournisseur.

Article 15 - INTERRUPTION DES FOURNITURES

Le fournisseur doit avertir, par écrit, le Maître de l'Ouvrage, chaque fois que le planning est susceptible d'être retardé ou interrompu pour non réception dans un délai raisonnable d'une instruction supplémentaire du fournisseur. L'avis doit préciser quelle instruction est requise, pourquoi et quand elle est requise, ainsi que le retard ou l'interruption susceptible d'intervenir si cette instruction tarde.

D. OBLIGATIONS GENERALES

Article 16 - OBLIGATIONS GENERALES DU FOURNISSEUR

Le fournisseur doit avec un soin et une diligence appropriés, la réalisation complète des fournitures conformément aux dispositions du Marché. Le fournisseur doit diriger son marché, fournir la main d'œuvre, le matériel, l'équipement du fournisseur et toutes autres choses, de nature provisoire ou définitive.

Article 17 – GARANTIE D'EXECUTION

17.1 Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant du Marché toutes taxes comprises. Il devra être constitué dans les trente jours suivant la date de notification du Marché ; il sera restitué sur demande écrite, après prononciation de la réception définitive.

17.2 Retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 7% (sept pour cent) du montant initial du Marché toutes taxes comprises. Elle sera constituée par l'application d'une retenue de 10 % (dix pour cent) sur chaque décompte présenté par le Fournisseur et ce jusqu'à ce que le montant de 7 % (sept pour cent) de la valeur initiale du Marché soit atteinte. Elle pourra être remplacée sur simple demande du Fournisseur, par une caution bancaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur

Sans préjudice des dispositions du paragraphe qui précède, chaque fois que le Maître de l'ouvrage établit que le montant du Marché a augmenté du fait d'une variation des coûts et/ou de la législation, ou à la suite d'une modification équivalent à plus de 20% du montant du Marché, le Fournisseur, à la demande écrite du Maître d'Ouvrage et dans les meilleurs délais, relèvera dans les mêmes proportions les valeurs de la caution définitive et de la retenue de garantie.

Article 18 - COUTS DES CAUTIONS

Les coûts afférents à l'application des dispositions du présent Article 18 seront à la charge du fournisseur.

Article 19 - INSPECTION DES LIEUX

Avant la remise de **de la soumission** par le fournisseur, le Maître de l'Ouvrage doit mettre, tant que possible, à la disposition du fournisseur toutes les données disponibles relatives aux conditions des prestations à réaliser, mais le fournisseur est responsable de l'interprétation qu'il fait de ces données.

Le fournisseur est présumé avoir inspecté et examiné les lieux et avoir pris connaissance des données disponibles s'y rapportant et s'être forgé une opinion suffisante (pour autant que ce soit possible en fonction du coût et du temps disponible), avant de remettre son acte d'engagement.

Le fournisseur est présumé avoir basé son acte d'engagement sur les données mises à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage ainsi que sur l'inspection et l'examen des lieux qu'il aura lui-même entrepris, comme mentionné **ci-dessus**.

Article 20 - ACCES AUX DONNEES

Les données mises à disposition par le Maître de l'Ouvrage, conformément aux dispositions de l'Article 19, seront réputées comprendre les données signalées dans d'autres parties du Marché comme étant disponibles pour examen aux locaux du Maître de l'Ouvrage.

Article 21 - ADEQUATION DE LA SOUMISSION

Le fournisseur est présumé s'être forgé une opinion suffisante quant au caractère exact et adéquat de l'acte d'engagement et des prix unitaires et forfaitaires énumérés dans le Devis estimatif, qui doivent, sauf disposition contraire du Marché, couvrir toutes ses obligations au titre du Marché (y compris l'approvisionnement en fourniture, la fourniture des biens, matériaux, matériel ou prestations ou imprévus) et toutes sujétions nécessaires à l'exécution complète des fournitures et à la réparation de tous vices y afférents.

Article 22 - OBSTACLES OU CONDITIONS PHYSIQUES ADVERSES

Si, toutefois, au cours de l'exécution des fournitures, le fournisseur rencontre des obstacles ou conditions physiques autres que des conditions climatiques sur le site, qui à son avis étaient imprévisibles pour un fournisseur expérimenté, il doit en notifier le Maître de l'Ouvrage.

Article 23 - EXECUTION CONFORME AU MARCHÉ

A moins que cela ne soit légalement ou physiquement impossible, le fournisseur doit procéder à l'exécution complète du Marché et remédier aux vices en stricte conformité avec le Marché et à la satisfaction du Maître de l'Ouvrage. Le fournisseur doit se conformer strictement aux instructions de la Société REDAL sur toutes les questions, mentionnées ou non dans le Marché, touchant ou concernant les prestations. Le fournisseur ne doit accepter d'instructions que de la Société REDAL.

Article 24- LIAISON ENTRE LA SOCIETE REDAL ET LE FOURNISSEUR

Toutes les fois qu'il est requis, le fournisseur doit se rendre sur convocation de REDAL dans ses bureaux et sur les chantiers.

Au cas où le fournisseur ne pourrait assister aux réunions, il doit adresser à REDAL la liste des personnes avec leurs références et fonctions qui peuvent agir et prendre les décisions en son nom relativement aux fournitures du Marché.

Article 25 - PROGRAMME D'EXECUTION

La Société REDAL définira les zones et les adresses où les fournitures seront livrées, installées ou mise en service.

Article 26 - OBLIGATIONS DU FOURNISSEUR

Le fournisseur doit être disponible et à la disposition des services de la REDAL et ce conformément aux spécifications du CCTP.

ARTICLE 27 - RENONCIATION DU PRESTATAIRE

Le Fournisseur, titulaire du marché, ne sera libre de renoncer à ses prestations que si l'approbation de son marché ne lui est pas notifiée dans un délai de 90 jours (Quatre Vingt Dix Jours) à partir de la date de signature du Marché par ses soins.

Article 28- DIRECTION DES FOURNITURES

Le fournisseur doit assurer toute la direction nécessaire pendant l'exécution des fournitures et aussi longtemps par la suite que la REDAL le jugera nécessaire pour le bon accomplissement des obligations du fournisseur au titre du Marché.

Le fournisseur, ou un représentant compétent et habilité dont la nomination a été approuvée par la REDAL - approbation qui peut être retirée à tout moment - doit consacrer tout son temps à la surveillance des prestations. Ce représentant habilité reçoit, au nom du fournisseur, les instructions de la REDAL.

Si l'approbation du représentant est retirée par la REDAL, le fournisseur doit, aussitôt que cela est possible, compte tenu de la nécessité de remplacer ce représentant comme il est dit ci-après, après avoir reçu la notification écrite de ce retrait, écarter le représentant des fournitures et ne pas l'employer à nouveau dans ces fournitures à quelque titre que ce soit et le remplacer par un autre représentant approuvé par la REDAL.

Article 29 - PERSONNEL DU FOURNISSEUR

Le fournisseur doit respecter la législation en vigueur ou à venir portant réglementation du travail et des salaires au Maroc.

Le fournisseur doit fournir sur le site, en vue de l'exécution des fournitures objet du présent marché :

- a) Uniquement les assistants techniques compétents et expérimentés dans leurs spécialités respectives ainsi que les contremaîtres et chefs d'équipes capables d'assurer la bonne surveillance des travaux, et
- b) La main-d'œuvre qualifiée, semi-qualifiée et non qualifiée nécessaire à l'accomplissement des obligations du fournisseur dans le cadre du Marché de manière correcte et dans les délais impartis.

Article 30 - DROIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE DE PRESENTER DES OBJECTIONS

La Société REDAL a toute latitude de s'opposer à la présence sur le site et d'exiger que le fournisseur retire immédiatement des sites toute personne employée par le fournisseur, si elle estime, sur la base de justifications raisonnables, que cette personne fait preuve d'une mauvaise conduite, ou est incompétente ou négligente dans l'exercice de ses fonctions, ou si elle en juge la présence sur le site indésirable pour d'autres raisons. Cette personne ne doit pas être à nouveau employée dans les sites sans l'autorisation de la Société REDAL.

Toute personne ainsi exclue des sites doit être remplacée dans les plus brefs délais.

Article 31- EMPLOI DE PERSONNEL D'ORIGINE LOCALE

Le fournisseur est encouragé, dans la mesure du possible, à employer des cadres et une main-d'œuvre originaire du Maroc.

Article 32 - SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Le fournisseur doit, pendant la réalisation complète des fournitures et pendant la réparation des vices :

- a) Tenir pleinement compte de la sécurité des personnes autorisées à être sur le site, et maintenir le site (dans la mesure où il en assume la responsabilité) et les fournitures (tant que celles-ci ne sont pas terminées) en bon ordre de manière à éviter tous risques pour les personnes, et
- b) Fournir et entretenir à ses propres frais tous dispositifs d'éclairage, protection, clôture, signaux d'alarme et gardiennage aux moments et aux endroits nécessaires ou requis par la REDAL ou par toute autre autorité dûment constituée, pour la protection des fournitures ou pour la sécurité et la commodité du public ou autres, et
- c) Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement tant sur le site qu'en dehors et pour éviter tous dégâts ou dommages sur les personnes ou les biens publics ou autres qui résulteraient de la pollution, du bruit ou d'autres causes résultant de ses méthodes opérationnelles.

Article 33 - CANTONNEMENTS

Le fournisseur soumissionnaire fera son affaire du logement du personnel, du Service médical sur site de gardiennage si cela est nécessaire pour les travaux d'installation ou mise en service, conformément à la réglementation marocaine.

Article 34 - OBLIGATIONS DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Conformément à l'article 46, si le Maître de l'Ouvrage doit employer d'autres fournisseurs sur le site, il sera exigé d'eux qu'ils aient la même attention en matière de sécurité et des mesures à prendre pour éviter les dangers.

Article 35- ASSURANCES DE VEHICULES AUTOMOBILES ET ENGINS

Les Véhicules automobiles et engins du chantier doivent être garantis conformément aux impositions de l'arrêté Viziriel du 12 Chaâbane 1360 (5 septembre 1941) relatif à l'assurance obligatoire des véhicules automobiles.

ARTICLE 36 – ASSURANCES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les accidents du travail survenant au personnel du Bureau d'Etudes doivent être garantis conformément aux dispositions du Dahir n°1.60.223. du 12 Ramadan 1382 (6 février 1963) portant modification en la forme du Dahir du 25 Hijja 1345 (25 juin 1927) relatif à la réparation des accidents du travail.

La Société REDAL ne sera pas responsable des dommages ou indemnités légales, payables en cas d'accidents survenant aux ouvriers ou employés du Bureau d'Etudes ou des sous-traitants. Le Bureau d'Etudes garantira et indemniser la Société REDAL contre toute demande de dommages et intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charge et dépense de toute nature relatives à ces accidents.

ARTICLE 37 – ASSURANCES RESPONSABILITES CIVILES

Le fournisseur doit bénéficier d'une assurance couvrant l'ensemble des dommages susceptibles d'être causés au personnel de la Société REDAL ou à des tiers (personnes, immeubles...) à l'occasion des chantiers qui lui sont confiés pendant le déroulement de ceux - ci et pendant toute la durée du délai de garantie.

Article 38- ASSURANCES. SOUS TRAITANTS

Les garanties des contrats d'assurance citées ci-dessus doivent être étendues aux sous-traitants, sauf si les sous-traitants sont déjà couverts pour ces risques ; les contrats propres aux sous- traitants doivent être présentés à la Société REDAL à sa demande, ainsi qu'une attestation de validité et de paiement des primes en cours.

Article 39- PRESENTATION DES POLICES

Le fournisseur est tenu d'adresser à la Société REDAL avant tout commencement d'exécution des fournitures, et chaque fois que la Société REDAL le demandera, en particulier lors de l'ordonnancement des sommes qui lui sont dues, la photocopie certifiée conforme des polices contractées par lui et / ou ses sous-traitants pour la couverture des risques énumérés ci-dessus.

Elles doivent toutes comporter une clause interdisant leur résiliation sans un avis préalable de la Compagnie d'Assurance à la Société REDAL ; la Compagnie d'Assurance devra être agréée, par la Société REDAL.

Le fournisseur est tenu également de présenter à la Société REDAL, chaque fois qu'elle les demandera, les attestations émanant de la compagnie d'Assurance certifiant que les primes ont bien été réglées.

Article 40- RECOURS EN CAS DE CARENCE

Dans le cas où le fournisseur manquerait à son obligation de contracter ou de maintenir en état de validité toute assurance mentionnée précédemment ou tout autre exigée par le Marché, la Société REDAL serait en droit de contracter elle-même cette assurance ou de la maintenir elle- même en état de validité, de payer les primes correspondantes et de déduire les montants ainsi payés par elle de toute somme due ou à devoir à le fournisseur ou d'en récupérer le montant s'il s'agissait d'une dette du fournisseur.

Article 41- ADEQUATION DES ASSURANCES

Le fournisseur doit notifier les assureurs des modifications apportées à la nature, l'ampleur ou le programme d'exécution des fournitures et s'assurer que les assurances demeurent toujours adéquates conformément aux termes du Marché et il doit, sur demande, présenter au Maître de l'Ouvrage les polices d'assurance en vigueur ainsi que la quittance des primes échues.

Article 42 - BREVETS

Le fournisseur doit indemniser le Maître de l'Ouvrage de toutes réclamations et instances découlant de la violation de tous brevets, modèles ou marques déposés ou de tous autres droits protégés relatifs à tout équipement du fournisseur, fourniture, matériaux ou matériel utilisés pour ou en relation avec les fournitures ou incorporés dans ceux-ci ainsi que tous dommages-intérêts, coûts, charges et frais de toute nature y afférents.

Article 43 - REDEVANCES

Sauf disposition contraire, le fournisseur doit payer toute redevance, tout loyer et tout autre paiement ou dédommagement, s'il y a lieu, lorsqu'il utilise les décharges publiques ou autres endroits pour l'accomplissement de la prestation de fourniture.

Article 44 - ENTRAVES A LA CIRCULATION ET GENE AUX PROPRIETES RIVERAINES.

Toutes les opérations nécessaires à l'approvisionnement du site en fournitures et à l'exécution des prestations afférentes et à la réparation des vices y afférents doivent, dans la mesure où le respect des exigences du Marché le permet, être accomplies de manière à ne pas porter atteinte inutilement et outre mesure :

- a) Au confort du public,
- b) Aux moyens d'accès, à l'utilisation et l'occupation des voies et chemins publics ou privés desservant les propriétés en la possession du Maître de l'Ouvrage ou de toute autre personne.

Le fournisseur doit indemniser le Maître de l'Ouvrage contre toutes réclamations, toutes instances, tous dommages-intérêts, coûts, charges et dépenses de toute nature résultant de ou en rapport avec ces faits.

Article 45 - EVITER D'ENDOMMAGER LES ROUTES

Le fournisseur doit utiliser tous les moyens raisonnables pour éviter que les routes ou les ponts communiquant avec ou se trouvant sur les itinéraires menant au site ne soient endommagés ou détériorés par toute circulation du fournisseur ou de l'un quelconque de ses sous-traitants ; en particulier, il doit choisir des itinéraires, choisir et utiliser des véhicules et limiter et répartir les chargements de manière à ce que toute circulation exceptionnelle qui résultera inévitablement du déplacement des matériaux, matériel et équipement de le fournisseur ou ouvrages provisoires vers ou en provenance du site soit limitée, dans la mesure du possible, et que ces routes et ponts ne subissent pas de dommages ou détériorations inutiles.

le fournisseur est responsable et doit faire exécuter à ses frais tout renforcement des ponts ou modification ou amélioration des routes communiquant avec ou se trouvant sur les itinéraires menant au site qui faciliterait le transport de l'équipement du fournisseur ou des ouvrages provisoires et le fournisseur doivent indemniser le Maître de l'Ouvrage de toutes réclamations relatives à des dégâts occasionnés à ces routes ou ponts par ledit transport, y compris les réclamations à l'encontre directe du Maître de l'Ouvrage, et il doit négocier et effectuer le paiement de toutes les réclamations résultant uniquement de ces dégâts.

Article 46 - FACILITES ACCORDEES AUX AUTRES FOURNISSEURS

Le fournisseur doit, conformément aux exigences du Maître de l'Ouvrage, accorder toutes les facilités raisonnables pour l'exécution de leurs fournitures aux :

- a) Autres fournisseurs employés par le Maître de l'Ouvrage et à leurs ouvriers,
- b) Ouvriers du Maître de l'Ouvrage, et
- c) Ouvriers de toute autre autorité dûment constituée qui peuvent être employés pour l'exécution, sur le site ou à proximité, de tout travail non compris dans le Marché ou de tout contrat pouvant être conclu par le Maître de l'Ouvrage accessoirement aux fournitures ou en liaison avec eux

Article 47 - OBLIGATION POUR LE FOURNISSEUR DE NE PAS ENCOMBRER LE SITE.

Pendant la réalisation des fournitures, le fournisseur doit dans la mesure du possible ne pas encombrer inutilement le site et doit entreposer ou se débarrasser de tout l'équipement du fournisseur et de tout matériel excédentaire et déblayer et enlever du site tous débris ou détritus qui ne sont plus nécessaires.

E. MAIN-D'OEUVRE

Article 48 - EMBAUCHE DE LA MAIN D'OEUVRE

Le fournisseur doit, sauf disposition contraire du Marché, faire son affaire de recrutement de tout le personnel et de toute la main-d'œuvre, d'origine locale ou non, ainsi que de leur rémunération, hébergement, ravitaillement et transport et ce conformément aux Articles 22 et 23 du C.C.A.G.T

Article 49 - ETATS RELATIFS A LA MAIN-D'OEUVRE ET A L'EQUIPEMENT DU FOURNISSEUR.

Si le Maître de l'Ouvrage lui en fait la demande, le fournisseur doit remettre à celui-ci un état détaillé, dans la forme et selon la périodicité fixée par le Maître de l'Ouvrage, indiquant le personnel et les effectifs des diverses catégories de main-d'œuvre employée par le fournisseur sur le site ainsi que toute information concernant l'équipement du fournisseur que le Maître de l'Ouvrage est susceptible de lui demander.

F. MATERIEL ET EXECUTION DU TRAVAIL

Article 50 - QUALITE DU MATERIEL ET EXECUTION DU TRAVAIL.

Tout le matériel et l'exécution du travail doivent être Conformes aux prescriptions du Marché et aux instructions du Maître de l'Ouvrage.

Article 51 - STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES DANGEREUSES

Le fournisseur doit organiser le stockage des matières dangereuses dans des magasins isolés et parfaitement gardés et est seul responsable de tout accident pouvant provenir de l'emploi de matière dangereuse.

Le stockage de carburants et autres matières dangereuses doit être conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 52 - ALIMENTATION EN ELECTRICITE ET EN EAU

Le fournisseur prend en charge l'alimentation en eau et en électricité de son cantonnement, si il y'a lieu et supportera les frais de raccordement nécessaires.

Article 53 - ENLEVEMENTS DU MATERIEL DEFECTUEUX.

Le Maître de l'Ouvrage a le pouvoir d'ordonner à tout moment :

- a) L'enlèvement du site, dans le ou les délais fixés dans les instructions, de tout matériel qui, de l'avis du Maître de l'Ouvrage, n'est pas conforme au Marché,
- b) son remplacement par du matériel convenable et approprié.

Article 54 - INOBSERVATION D'UNE INSTRUCTION PAR LE FOURNISSEUR

Dans le cas où le fournisseur n'exécuterait pas une telle instruction dans le délai prescrit, ou s'il n'en est pas prescrit, dans un délai raisonnable, le Maître de l'Ouvrage est autorisé à employer et payer d'autres personnes pour l'exécuter et tous les coûts qui en résultent ou qui y sont afférents seront, recouvrables auprès du fournisseur par le Maître de l'Ouvrage, et pourront être déduits de toutes sommes dues ou à devoir au fournisseur.

G. DEMARRAGE DES FOURNITURES ET RETARDS

Article 55 - DEMARRAGE DES FOURNITURES

Le fournisseur doit démarrer les fournitures dans les plus brefs délais raisonnablement possibles après en avoir reçu une notification du Maître de l'Ouvrage à cet effet, qui lui sera remise conformément aux termes du marché. A la suite de quoi, le fournisseur doit procéder à l'exécution des fournitures avec toute diligence et sans retard.

Article 56 - LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL

Le fournisseur n'aura la faculté de travailler en continu jour et nuit et pendant les vacances ou les jours de repos locaux que sur autorisation du Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 57 - DELAI D'EXECUTION- DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE- QUANTITES DU MARCHE

57-1 / DELAI D'EXECUTION :

L'ensemble des prestations et, le cas échéant, toute section devant être exécutée dans le (s) délai (s) spécifié (s) dans le programme, doivent être achevés, aux dates mentionnées pour l'ensemble des prestations ou pour la section (selon le cas), au plus tard aux dates accordées au titre de l'Article 58.

57-2 / DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE

Le présent marché est un marché cadre conclu pour une durée d'une année à compter de sa date d'entrée en vigueur, correspondante à la date prescrite dans l'ordre de service.

Ce marché est renouvelable par tacite reconduction après notification écrite par le maître d'ouvrage, deux (02) mois avant la date de sa reconduction.

La non-reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis de deux (02) mois avant l'échéance, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée totale du marché y compris ses reconductions ne peut excéder trois (03) ans.

57-3 / EXECUTION DU MARCHE ET QUANTITES

REDAL ne connaissant pas à l'avance précisément les quantités susceptibles d'être réellement commandées au cours de la période d'exécution du marché, il est mentionné au bordereau estimatif une quantité minimale et une quantité maximale.

Le soumissionnaire est invité à compléter le bordereau estimatif en indiquant le prix unitaire (en sachant que le prix unitaire est le même quel que soit la quantité susceptible d'être commandée), le montant total minimal (prix unitaire x quantité minimale estimée), le montant maximal (prix unitaire x quantité maximale estimée).

S'agissant d'un marché cadre, le prestataire titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à être indemniser, stopper les prestations, ou demander une résiliation du marché, si les quantités réellement commandées sont inférieures ou dépassent, quelque en soit la proportion, les quantités minimales ou maximales mentionnées au bordereau estimatif.

En application des articles 57 et 58 CCAG-T, en cas de révision des conditions du marché, cette révision ne doit en aucun cas être supérieures à 10% du maximum des fournitures en cas d'augmentation de la quantité ou de la valeur des dites fournitures et à 25% en cas de diminution de la valeur ou de la quantité des fournitures minimales.

L'ensemble des prestations et, le cas échéant, toute section devant être exécutée dans le (s) délai (s) spécifié (s) dans le programme, doivent être achevés, conformément aux dispositions de l'Article 55, aux dates mentionnées pour l'ensemble des prestations ou pour la section (selon le cas), au plus tard aux dates accordées au titre de l'Article 58.

ARTICLE 58 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

La prolongation des délais d'exécution ne peut être acceptée que dans les cas suivants et sous réserve de justifications dûment contrôlées par la Société REDAL :

- Ordre d'arrêts notifiés par la Société REDAL.
- Changement important dans la masse des prestations.
- Journées d'intempéries reconnues par les autorités officielles.
- Retard dans la remise des plans d'exécution.
- Tout autre retard justifié et accepté par la Société REDAL.

Le délai peut être prolongé d'un nombre égal à la période d'arrêt justifiée.

ARTICLE 59 - OBLIGATION DU FOURNISSEUR DE FOURNIR UNE NOTIFICATION ET DES PRECISIONS DETAILLEES.

Il est entendu que la REDAL n'est pas tenue de prendre une décision à moins que le fournisseur,

- a) N'ait notifié le Maître de l'Ouvrage dans les 15 jours suivant l'événement
- b) N'ait soumis au Maître de l'Ouvrage les précisions détaillées relatives à toute prolongation de délai à laquelle il eut estimé avoir droit dans un délai de 15 jours, ou tout autre délai raisonnable accepté par le Maître de l'Ouvrage, après ladite notification pour permettre l'examen de la demande.

ARTICLE 60 - DETERMINATION PROVISOIRE DE LA PROLONGATION

Il est entendu d'autre part que lorsqu'un événement a un effet persistant qui rend difficile pour le fournisseur de fournir des précisions détaillées dans le délai de 15 jours mentionné à l'Article 59 (b), il a néanmoins droit à une prolongation du délai à condition d'avoir soumis au Maître de l'Ouvrage des précisions définitives dans les 15 jours suivants la fin des conséquences de l'événement en question. Sur réception des précisions provisoires, le Maître de l'Ouvrage prendra une décision quant à la prolongation du délai et, sur réception des précisions définitives, le Maître de l'Ouvrage examinera toutes les circonstances et fixera la prolongation totale du délai résultant de l'événement.

Article 61 - PENALITE DE RETARD

Le fournisseur prendra toutes les dispositions pour mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de sa fourniture. En cas de non respect des termes de son contrat, des pénalités seront appliqués particulièrement ou généralement ; à raison de 1/1000 du montant total du marché par jour de retard la pénalité de retard sera plafonnée à **10%** augmenté le cas échéant des avenants correspondants.

ARTICLE 62- CAS DE FORCE MAJEURE

Par cas de force, il y a lieu d'entendre les cataclysmes naturels, les guerres, le blocus, l'interdiction d'importations ou exportations ou autres circonstances à caractère extraordinaire que les parties ne pouvaient pas prévoir ou prévenir au cours de l'exécution du marché. La grève du personnel du titulaire et de sous-traitants ne saurait être invoquée comme cas de force majeure.

L'intensité des tremblements de terre à prendre en compte sera celle supérieure à l'intensité IV de l'échelle internationale (Richter) reconnue par les services officiels de surveillance.

La partie qui invoquera les circonstances considérées comme cas de force majeure devra informer immédiatement par lettre recommandée au plus tard 07 jours après leur apparition, l'autre partie, en précisant la date où commencent les circonstances et la date où elles finissent.

A l'apparition de telles circonstances, la société REDAL et le titulaire du marché conviendraient de toutes les mesures adéquates à prendre.

Les délais d'exécution du Marché seront prolongés d'une durée égale à celle pendant laquelle se seront manifestées les circonstances de force majeure.

H. MODIFICATIONS, ADDITIONS ET SUPPRESSIONS

Article 63 - MODIFICATIONS DANS LA FOURNITURE

En application de l'article 57 du CCAG-T le fournisseur ne pourra prétendre à aucune indemnité ni à la résiliation de son Marché tant que la variation (additions ou déductions), évaluée aux prix initiaux n'excède pas 10% (Dix pour cent) du montant du Marché en cas d'augmentation et à 25% en cas de diminution.

Toute modification apportée au cours des fournitures fera l'objet d'une demande dûment signée par le représentant du Maître de l'Ouvrage chargé du marché.

Les travaux en plus ou en moins seront décomptés à au fournisseur sur la base des prix unitaires figurant dans la proposition de ce dernier.

Dans le cas où des travaux non prévus au Marché seraient autorisés ou prescrits au fournisseur, ce dernier devrait avant tout commencement d'exécution, obtenir l'accord de la REDAL sur les prix de règlement concernant ces derniers.

Leur règlement sera poursuivi par l'établissement d'un bordereau des prix supplémentaires ou d'un avenant. Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de demander au fournisseur toutes les justifications relatives à ces prix.

I. PROCEDURE RELATIVE AUX RECLAMATIONS

ARTICLE 64 - NOTIFICATION DES RECLAMATIONS

Nonobstant toute autre disposition du Marché, si le fournisseur a l'intention de réclamer un paiement supplémentaire en vertu de tout Article des présentes clauses ou autrement, il doit notifier son intention au Maître de l'Ouvrage, dans un délai de 15 jours après la survenance de l'événement donnant lieu à la réclamation.

ARTICLE 65 - DOCUMENTS CONTEMPORAINS

A partir du moment où l'événement mentionné à l'Article 64 survient, le fournisseur doit conserver les documents contemporains qui pourront s'avérer raisonnablement nécessaires pour étayer toute réclamation qu'il pourra souhaiter faire par la suite. Sans admettre nécessairement la responsabilité du Maître de l'Ouvrage, ce dernier, sur réception d'une notification au titre de l'Article 64, examinera lesdits documents contemporains et peut donner ordre au fournisseur d'établir tous autres documents contemporains valables et pertinents en ce qui concerne la réclamation qui a été notifiée. Le fournisseur doit permettre au Maître de l'Ouvrage de contrôler tous les documents conservés au titre du présent Article et doit lui en fournir tous les exemplaires qu'il pourra lui demander.

ARTICLE 66 - JUSTIFICATIONS DES RECLAMATIONS

Dans un délai de 30 jours, ou tout autre délai raisonnable qui peut être déterminé par la REDAL, suivant la notification donnée au titre de l'Article 64, le fournisseur doit faire parvenir au Maître de l'Ouvrage un état détaillé du montant réclamé ainsi que les motifs sur lesquels la réclamation est basée. Au cas où l'événement donnant lieu à cette réclamation a des conséquences quipersistent, l'état doit être considéré comme un état provisoire et le fournisseur doit, aussi souvent qu'il semble raisonnable au Maître de l'Ouvrage de le lui demander, lui faire parvenir d'autres états provisoires indiquant les montants cumulés de la réclamation ainsi que tous les autres motifs sur lesquels elle est basée. Au cas où des états provisoires seraient envoyés au Maître de l'Ouvrage, le fournisseur doit envoyer un état définitif dans un délai de 30 jours suivant la cessation des conséquences résultant de l'événement. Le fournisseur doit fournir au Maître de l'Ouvrage des copies de tous les états établis au titre du présent Article.

ARTICLE 67 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS

Si le fournisseur ne respecte pas l'une ou l'autre des dispositions du présent Article eu égard à toute réclamation qu'il se propose de faire, son droit au paiement au titre de ladite réclamation ne doit pas dépasser le montant que le Maître de l'Ouvrage ou tout arbitre ou arbitres nommés selon les termes de l'Article 68 pour évaluer la réclamation considèrent comme étant prouvé par les documents contemporains.

ARTICLE 68 - PAIEMENT DES RECLAMATIONS

Le fournisseur peut inclure dans tout acompte certifié par le Maître de l'Ouvrage selon les termes de l'Article 72 tout montant relatif à une réclamation, après consultation en bonne et due forme avec le Maître de l'Ouvrage, sous réserve de la fourniture de détails suffisants pour permettre au Maître de l'Ouvrage de fixer le montant dû. Si ces détails sont insuffisants pour justifier l'ensemble

de la réclamation, le fournisseur a droit au paiement de la partie de la réclamation qui, de l'avis du Maître de l'Ouvrage, est justifiée par les détails.

Le Maître de l'Ouvrage doit donner au fournisseur notification de toute décision prise en vertu du présent Article.

J. ARRETE DES FOURNITURES

ARTICLE 69 - QUANTITES

Les quantités indiquées dans le Détail Estimatif sont des quantités fixes et elles doivent être considérées comme les quantités réelles et exactes des fournitures qui doivent être exécutés par le fournisseur pour l'accomplissement de ses obligations au titre du Marché, sauf dispositions de l'article Modification

Article 70 - ATTACHEMENTS

le Maître de l'Ouvrage doit, sauf disposition contraire, vérifier et fixer après évaluation la valeur des fournitures conformément au Marché et le fournisseur sera rémunéré à cette valeur .

K. PAIEMENTS

Article 71 - DECOMPTES MENSUELS

Le fournisseur fournira à la fin de chaque mois au Maître de l'Ouvrage un décompte en Six (6) exemplaires, présenté sous forme d'un tableau indiquant les montants auxquels le fournisseur considère avoir droit. Ce décompte comprendra :

- a) La valeur effective des prestations exécutées pendant le mois en question, calculée aux prix unitaires et forfaitaires de base ;
- b) Toute autre somme à laquelle le fournisseur peut avoir droit au titre du Marché et approuvé par le Maître de l'Ouvrage.

Article 72 - ACOMPTES MENSUELS

Le dit décompte sera approuvé ou modifié par le Maître de l'Ouvrage de façon à ce qu'il reflète, de l'avis de celui-ci, les montants qui sont dus au fournisseur conformément aux termes du Marché, une fois déduction faite, autrement qu'en application des dispositions de l'Article 56, de toutes sommes pouvant être à devoir et payables par le fournisseur au Maître de l'Ouvrage.

Article 73 – LIEU ET DELAI DE PAIEMENT

Les parties signataires du présent marché, ont consentis d'un commun accord un délai de paiement de 120 jours.

A cet effet, tous les paiements seront effectués à 120 jours à partir de la date de réception de la facture. La facture doit être déposée avant la fin du mois de livraison ou de réalisation de la prestation objet du présent marché.

Les paiement en question seront effectués dans le bureau central de Redal, 6 Zankat Al Houceima, Rabat."

Article 74 – REGLEMENT D'ACOMPTE

Le montant dû au fournisseur au titre de tout Acompte Provisoire sera versé par le Maître de l'Ouvrage au fournisseur au terme d'un délai consenti de 120 jours suivant la date de signature par REDAL de la facture correspondante.

Article 75 : INTERETS MORATOIRES

La Société REDAL effectuera le virement relatif au règlement au terme du délai spécifié selon les dispositions de l'article 74. Au-delà d'un délai maximum consenti de 120 (**cent vingt Jours**) Le fournisseur peut demander le paiement des intérêts moratoires calculés sur la base de l'intérêt Officiel publié par la Banque du Maroc plus un point et dont la date d'effet commence à courir à compter du 121^{ème} jour. Le délai de recevabilité des réclamations écrites pour le payement des intérêts moratoires est fixé à 30 jours après la date effective de règlement.

L. RECOURS

Article 76 - REFUS DU MATERIEL OU DE LA QUALITE DE LA PRESTATION - MESURES COERCITIVES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

- ✓ Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par un ordre de service.
- ✓ Ce délai, sauf le cas d'urgence dont l'autorité compétente est seule juge, ne peut être inférieur à quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité compétente peut prononcer la résiliation pure et simple du marché assortie ou non de la confiscation du cautionnement définitif et de la retenue de garantie, le cas échéant. La décision de résiliation doit préciser que cette dernière est prononcée aux torts du titulaire.
- ✓ La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice, le cas échéant, des actions civiles ou pénales contre le titulaire.
- ✓ Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, il est mis en demeure d'y satisfaire sous peine de se voir appliquer les mesures prévues aux paragraphes 1 à 3 du présent article.

Si cette mise en demeure reste sans effet, l'autorité compétente invite les autres membres du groupement à désigner un autre mandataire dans le délai d'un (1) mois. Le nouveau mandataire, une fois désigné, se substitue à l'ancien mandataire dans tous ses droits et obligations.

Faute de cette désignation, l'autorité compétente désigne par décision une personne physique ou morale pour coordonner l'action des divers membres du groupement aux frais et risques dudit groupement. Cette décision est notifiée par ordre de service aux membres du groupement.

- ✓ Lorsque des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du titulaire, il est fait application des dispositions prévues à l'article 79 du décret précité n° 2-98-482 du 11 ramadan 1419 (30 décembre 1998).

ARTICLE 77 - DECES, FAILLITE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de décès de signataire du Marché représentant le fournisseur, le contrat est résilié de plein droit sans indemnité sauf si la Société REDAL accepte s'il y a lieu les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des études.

Le contrat est aussi résilié en plein droit sans indemnité :

- En cas de faillite du Fournisseur.
- En cas de liquidation judiciaire,
- si le Fournisseur n'est pas autorisé à exercer.

Article 78 - DEFAILLANCE DU FOURNISSEUR

Si le fournisseur est considéré comme étant légalement dans l'impossibilité de payer ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance ou si volontairement ou involontairement il est mis en faillite, liquidation ou dissolution (autre qu'une liquidation volontaire à des fins de fusion ou de restructuration), ou s'il devient insolvable, ou conclut un compromis ou accepte une cession en faveur de ses créanciers, ou accepte d'exécuter le marché sous la surveillance d'un comité de ses créanciers, ou si un syndic, administrateur, ou liquidateur de faillite est désigné pour gérer toute part substantielle de ses actifs, ou si, au titre de toute loi ou règlement concernant une réorganisation, un compromis ou un réajustement des dettes, des poursuites judiciaires sont entamées contre le fournisseur ou des décisions prises en relation avec une dissolution ou liquidation, ou si des mesures sont prises pour mettre en jeu toute sûreté sur une part substantielle des actifs du fournisseur, ou s'il survient une action ou un événement concernant le fournisseur ou ses actifs qui, au titre de toute loi en vigueur a un effet de nature similaire aux actions ou événements susmentionnés le Maître de l'Ouvrage peut alors, moyennant un préavis de 15 jours adressé au fournisseur, prendre possession du chantier et des études et résilier le contrat du fournisseur sans pour autant le décharger d'aucune de ses obligations ou responsabilités au titre du Marché, ou affecter les droits et pouvoirs conférés au Maître de l'Ouvrage par le Marché, et il peut lui-même exécuter les études ou employer tout autre fournisseur pour les exécuter. Le Maître de l'Ouvrage ou ce dernier fournisseur peuvent utiliser à cette fin toute partie du matériel du fournisseur, des ouvrages provisoires et des matériaux qu'ils jugent appropriés.

Article 79 - EVALUATION A LA DATE DE LA RESILIATION

Le Maître de l'Ouvrage doit, aussitôt que possible après cette prise de possession et résiliation du Marché, établira et fixera unilatéralement, ou après avoir consulté le fournisseur ou après toutes les enquêtes ou recherches qu'il aura jugées utiles de faire ou d'ordonner, et certifier le montant (éventuel) auquel, au moment de cette prise de possession et résiliation, le fournisseur avait raisonnablement droit ou qui devait raisonnablement lui revenir au titre des fournitures qu'il avait alors réellement exécutés en vertu du Marché.

Article 80 - TRANSFERT DES AVANTAGES DE TOUT ACCORD

Sauf disposition contraire, le fournisseur doit, si le Maître de l'Ouvrage lui en fait la demande dans un délai de 15 jours suivant la prise de possession et expulsion, transférer au Maître de l'Ouvrage tout accord afférent à la fourniture des biens ou matériaux ou prestations et/ ou à l'exécution de tout travail réalisé aux fins du Marché, que le fournisseur peut avoir passé.

Article 81 - REPARATIONS URGENTES

Si, en raison d'un accident, ou d'une défaillance, ou de tout autre événement survenant dans les fournitures, ou en relation avec ceux-ci ou toute partie de ceux-ci, soit pendant l'exécution soit pendant le délai de garantie, tout travail de réparation ou autre doit, de l'avis du Maître de l'Ouvrage, être exécuté de toute urgence pour la sécurité des fournitures et si le fournisseur ne peut ou ne veut pas procéder immédiatement à ce travail, le Maître de l'Ouvrage est en droit d'employer et de payer d'autres personnes pour exécuter le travail qu'il juge nécessaire. Si le travail ou la réparation constitue un travail que, de l'avis du Maître de l'Ouvrage, le fournisseur était tenu de réaliser à ses propres frais au titre du Marché, tous les coûts qui en résultent ou qui y sont afférents doivent alors être déterminés et sont recouvrables par le Maître de l'Ouvrage auprès du fournisseur, et peuvent être déduits par le Maître de l'Ouvrage de toutes sommes dues ou à devoir au fournisseur. Le Maître de l'Ouvrage en donnera notification au fournisseur en conséquence.

M. RISQUES SPECIAUX

Article 82 - ENLEVEMENT DE L'EQUIPEMENT DU FOURNISSEUR A LA FIN DU MARCHE.

Si le Marché prend fin, le fournisseur doit, avec toute diligence, enlever du site tout son équipement et donner à ses sous-traitants des facilités similaires pour faire de même.

Article 83- PAIEMENT EN CAS DE RESILIATION DU MARCHE

Si le Marché est résilié comme il a été dit précédemment, le fournisseur sera payé par le Maître de l'Ouvrage, dans la mesure où les montants ou les postes concernés n'auront pas déjà été couverts par des acomptes versés au fournisseur, pour tout le travail exécuté avant la date de résiliation aux prix stipulés dans le Marché, plus Les montants payables au titre de tout poste préliminaire mentionné dans le Devis estimatif, pour autant que le travail ou la prestation couvert par ces postes ait été exécuté ou accompli, et la proportion adéquate des dits postes qui ont été partiellement exécutés ou accomplis.

Il est entendu que, en contrepartie de tout paiement dû par le Maître de l'Ouvrage au titre du présent Article , celui-ci est en droit d'être crédité de tout solde dû par le fournisseur au Maître de l'Ouvrage de toutes sommes qui, à la date de la résiliation, étaient recouvrables, par le Maître de l'Ouvrage auprès du fournisseur selon les dispositions du Marché. Après consultation en bonne et due forme avec le fournisseur, le Maître de l'Ouvrage fixera toutes les sommes payables au titre du présent Article et il doit en notifier en conséquence le fournisseur.

N. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 84 - REGLEMENT A L'AMIABLE

Lorsqu'il a été donné notification d'intention de soumettre le différend à l'arbitrage, l'Arbitrage dudit litige ne débutera pas tant que les parties n'aient pas tenté de régler leur différend à l'amiable. Il est entendu que, sauf accord contraire entre les parties, l'arbitrage peut commencer à partir de 30 jours après la notification d'intention de soumettre le différend à l'arbitrage, après avoir été assuré qu'une tentative de règlement à l'amiable ait eu lieu ou non.

Article 85 - ARBITRAGE

Tout différend pour lequel :

Un règlement à l'amiable n'a pas été atteint pendant le délai prévu à l'Article 84, sera définitivement réglé, sauf stipulation contraire du Marché, selon le règlement de conciliation et d'arbitrage en vigueur par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement. Le ou les dits arbitres auront pleins pouvoirs pour remettre en cause, revoir et réviser toute décision, tous avis, instruction, détermination, certificat ou évaluation quant à ce différend.

Aucune des deux parties ne sera limitée dans cette instance devant le ou les arbitres aux seuls preuves ou arguments fournis afin d'obtenir sa décision.

L'arbitrage peut commencer avant ou après l'achèvement des études, étant entendu que les obligations du Maître de l'Ouvrage ne seront pas modifiées en raison du fait que l'arbitrage a lieu pendant l'exécution des études.

Article 86 – REGLEMENT DES CONTESTATIONS

A défaut d'entente à l'amiable, le Maître de l'Ouvrage ou le fournisseur peut demander que le règlement du litige soit soumis aux procédures judiciaires ou d'arbitrage conformément au droit marocain. Seuls les tribunaux de RABAT sont habilités.

O. NOTIFICATIONS

Article 87 - NOTIFICATION AU FOURNISSEUR

Tous les certificats, toutes les notifications, tous les ordres ou instructions devant être adressés au fournisseur par le Maître de l'Ouvrage selon les termes du Marché, seront envoyés par la poste, par câble, télex ou télécopie ou être déposés au Siège Principal du fournisseur ou à toute autre adresse que le fournisseur désigne à cet effet.

Article 88 - NOTIFICATION AU MAITRE DE L'OUVRAGE.

Toute notification devant être adressée au Maître de l'Ouvrage selon les termes du Marché doit être envoyée par la poste, par câble, télex ou télécopie ou être déposée au bureau central du Maître de l'Ouvrage contre accusé de réception.

Article 89 - CHANGEMENT D'ADRESSE

Chaque partie peut substituer une adresse désignée, par une autre adresse dans la zone où les études sont exécutées en notifiant préalablement l'autre partie.

P. VARIATION DES COUTS

Article 90 – REVISION DES PRIX

La révision des prix du marché ainsi que les conditions d'application sont fixées dans le RAO.
En cas de révision des prix, les montants dus aux études et évalués aux prix unitaires et forfaitaires de base seront révisés en fonction de l'augmentation ou de la diminution des prix de la main d'œuvre, de l'équipement du fournisseur, du matériel, des matériaux et autres intrants utilisés pour les études en additionnant ou en soustrayant les montants déterminés au moyen des formules spécifiées dans l'Article 92.

ARTICLE 91 - AUTRES VARIATIONS DES COUTS

Si les dispositions contenues dans le présent Article ou dans d'autres Articles du présent Marché ne permettent pas de compenser intégralement une éventuelle augmentation ou diminution des coûts subis par le fournisseur, les prix unitaires et forfaitaires figurant dans le Marché seront considérés comme englobant des montants destinés à couvrir le risque d'une telle augmentation ou diminution.

ARTICLE 92 - FORMULES DE REVISION DES PRIX

En cas de révision de prix, le montant à ajouter ou à déduire en fonction de la variation des coûts et de la législation sera déterminé au moyen de formules correspondant à chacun des types des prestations à réaliser et de matériel à fournir. Les dites formules se présenteront généralement de la façon suivante :

$$P_n = a + b \frac{L_n}{L_o} + c \frac{M_n}{M_o} + d \frac{E_n}{E_o} + \text{etc.}$$
$$a + b + c + d + \dots \text{etc} = 1$$

Où :

"P_n" est le facteur de révision qui doit être appliqué à la valeur estimative des études réalisées durant le mois "n", déterminée conformément aux dispositions des alinéas (d), (e) et (f) de l'Article 71 ;

"a" est un coefficient fixe, et représentant la partie non ajustable des paiements effectués au titre du Marché ;

"b", "c", "d", etc., sont des coefficients représentant la part estimative de chaque élément de coût (main-d'œuvre, matériaux, etc.) correspondant aux études ou à des sections desdites études.

"L_n", "M_n", "E_n"... etc, sont les indices des prix courants ou les prix de référence du mois "n", déterminés en vertu des dispositions de l'Article 96 et applicables à chaque élément de coût ; et

"L_o", "M_o", "E_o"... etc, sont les indices des prix de base ou les prix de référence correspondant aux éléments de coût susmentionnés, à la date spécifiée à l'Article 94.

La révision des prix n'est prise en considération que si le fournisseur en a clairement indiqué la formule ainsi que les facteurs de révision dans sa soumission.

ARTICLE 93 - ORIGINE DES INDICES

L'origine des indices sera celle publiée par le ministère des travaux Publics.

ARTICLE 94 - INDICES DE BASE, COURANTS ET PROVISOIRES

Les indices des prix ou prix de base seront ceux en vigueur à la date limite de soumission des offres. Les indices ou prix courants seront ceux en vigueur à la date qui se situe 30 jours avant le dernier jour de la période à laquelle correspond un acompte provisoire donné. Si, à un moment ou à un autre, on ne dispose pas d'indices courants, on utilisera des indices provisoires, tels qu'ils seront déterminés par le Maître de l'Ouvrage, sous réserve d'ajustement ultérieur des montants versés au fournisseur une fois que les indices courants seront disponibles.

ARTICLE 95 - REVISION APRES ACHEVEMENT DES BUREAU D'ETUDES

Si le fournisseur n'achève pas les prestations dans les délais d'exécution spécifiés à l'Article 58, les révisions des prix intervenant ensuite jusqu'à la date d'achèvement des études se feront soit sur la base des indices ou des prix correspondant à la période d'exécution spécifiée, soit sur la base des indices ou des prix courants.

L'option la plus favorable pour le Maître de l'Ouvrage étant retenue, il est toutefois entendu que si une prolongation du délai d'exécution est accordée en vertu de l'Article 59, la disposition ci-dessus ne s'appliquera qu'aux révisions effectuées une fois achevé ledit délai d'exécution.

ARTICLE 96 - LEGISLATION ULTERIEURE

Si, après la date qui se situe 30 jours avant la date limite de remise des soumissions pour les études, il est apporté des modifications à toute Loi Nationale ou Etatique, toute ordonnance, tout Décret ou autre Loi ou à toute autre Réglementation ou tout autre arrêté de toute autorité locale ou de toute autre autorité dûment constituée, ou s'il est introduit de nouveau Statut Etatique, ordonnance, Décret, Loi, réglementation ou arrêté entraînant pour le fournisseur une augmentation ou une réduction du coût d'exécution des études, sauf dans les cas prévus par les précédents Articles de la présente section, le Maître de l'Ouvrage et le fournisseur, fixeront les dites révisions des prix et les ajouter au montant du Marché ou les déduire de celui-ci.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, les dites augmentations ou réductions des coûts ne seront pas payées ou créditées si elles ont déjà été prises en compte dans l'indexation de tous intrants par rapport aux formules de révision des prix, conformément aux dispositions des Articles 92 à 97 qui précèdent.

Q. DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

Article 97 - IMPOSITION LOCALE

Les prix figurant dans la soumission du fournisseur comprendront l'ensemble des droits de douane, droits d'importation, impôts sur les sociétés, impôts sur le Revenu et autres taxes qui peuvent être prélevés, en vertu des lois et règlements en vigueur à la date qui se situe 30 jours avant la date limite de remise des soumissions, sur l'équipement du Maître de l'Ouvrage, le matériel, les matériaux et les fournitures (permanents, temporaires et fongibles) acquis aux fins d'exécution du Marché et sur les services assurés dans le cadre du Marché. Aucune des dispositions du présent Marché ne dégagera le fournisseur de la responsabilité qu'il a d'acquitter tout impôt pouvant être perçu sur les bénéfices réalisés par lui au titre du Marché.

Article 98 - IMPOTS SUR LES REVENUS DU PERSONNEL

Les cadres, le personnel et la main d'œuvre du fournisseur seront tenus de payer des impôts sur le revenu des personnes physiques au titre des traitements et salaires imposables en vertu des lois et règlements en vigueur, et le fournisseur effectuera les formalités relatives aux déductions fiscales qui peuvent lui incomber au titre desdites lois et règlements.

Article 99 - RESILIATION DU MARCHÉ AU GRE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE.

En cas de résiliation de tout ou partie du marché après préavis de 15 jours en vertu de l'article 77, par lettre recommandée avec accusé de réception, le Maître de l'Ouvrage adresse au fournisseur un préavis de 30 jours afin de prendre ses dispositions pour :

- a) et sera payé par le Maître de l'Ouvrage pour tout le travail exécuté avant la date de résiliation aux prix stipulés dans le marché conformément à l'article-79.

Article 100 - RESPONSABILITE SOLIDAIRE

Si le fournisseur est un groupement de deux personnes ou plus, toutes ces personnes seront responsables solidairement envers le Maître de l'Ouvrage de l'accomplissement des termes du Marché, et elles nommeront l'une d'entre elles en qualité de chef de file ayant autorité pour engager le groupement. La composition ou la constitution de groupement ne devra pas être modifiée sans l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage.

Article 101 - ELEMENTS CONFIDENTIELS

Le fournisseur s'engage à traiter les éléments du marché comme étant secrets et confidentiels, sauf dans la mesure où il est nécessaire de les divulguer aux fins du Marché, et il ne doit ni les publier, ni les divulguer dans aucun document commercial ou technique ou autre sans avoir obtenu l'accord écrit préalable du Maître de l'Ouvrage. S'il survient un différend quant à la nécessité de procéder à une publication ou divulgation aux fins du marché, la question sera portée à l'attention du Maître de l'Ouvrage, dont la décision sera définitive.

Article 102 - VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché est valable, définitif et exécutoire après son approbation et sa signature par les deux parties contractantes, il est valable et définitif à partir de la date de sa signature par REDAL qui constitue la notification officielle du marché.



Le Directeur des Achats
Adil HAMDAN